

La création d'emplois dans le G-7

Introduction

Les grandes lignes d'une stratégie d'emploi et de croissance dans le G-7 ont déjà été adoptées. Les politiques budgétaires visent à réduire l'endettement excessif de l'État, qui maintient les taux d'intérêt à un niveau trop élevé et impose un lourd fardeau au secteur privé. Les politiques monétaires visent la stabilité des prix. Parallèlement, les gouvernements adoptent des politiques et des réformes qui permettent au secteur privé de donner libre cours à son potentiel d'innovation et de compétitivité, qui rendent les marchés du travail plus souples et qui aident les gens à améliorer leurs compétences professionnelles. Étant donné l'évolution des besoins sur le marché et en milieu de travail, le principal défi consiste à faciliter l'adaptation des entreprises et des personnes au changement. Ce sera l'un des principaux sujets à l'ordre du jour à Lille.

Croissance et emploi dans le G-7

Au cours des trois dernières années, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni ont réalisé des progrès évidents dans la réduction des taux de chômage, qui ont diminué d'environ deux points dans chacun de ces pays (graphique 1). Au Canada, le taux de chômage est passé de 11,2 p. 100 en 1993 à 9,5 p. 100 en 1995. Au Japon, en Allemagne et en Italie, par contre, le chômage a augmenté durant cette période, alors qu'il n'a à peu près pas changé en France.

L'amélioration du taux de chômage au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni reflète en partie des facteurs conjoncturels. Ces pays ont été les trois premiers du G-7 à sortir de la récession du début de la décennie et ils ont enregistré une croissance annuelle réelle du produit intérieur brut (PIB) d'environ 3 p. 100 en moyenne depuis trois ans. En revanche, le Japon et les pays d'Europe continentale ont vu leur PIB réel diminuer en 1993 et n'ont bénéficié depuis que d'une modeste croissance économique.

Les indicateurs récents laissent attendre un ralentissement de l'expansion dans les pays du G-7, sauf au Japon où l'on projette une légère reprise. Dans ses perspectives de décembre 1995, l'OCDE prévoit que, même avec une progression moyenne de 2,8 p. 100 l'an prochain dans le G-7, le taux de chômage moyen dans ces pays ne diminuera que d'un dixième de point, pour passer de 6,9 p. 100 cette année à 6,8 p. 100 l'an prochain. Ces chiffres se comparent à un creux cyclique récent de 5,8 p. 100 en 1990, qui a suivi les sept années d'expansion économique enregistrées au cours de la décennie 80.

Les gouvernements du G-7 sont conscients que la croissance économique ne peut à elle seule garantir une réduction du chômage. Dans leur communiqué de Halifax, les chefs d'État soulignaient la nécessité d'adopter, parallèlement à de saines politiques budgétaires et monétaires, « des mesures pour accroître les compétences de notre main-d'œuvre et